

Conférence de l'École Royale Militaire avec l'ambassadeur Delphine PRONK

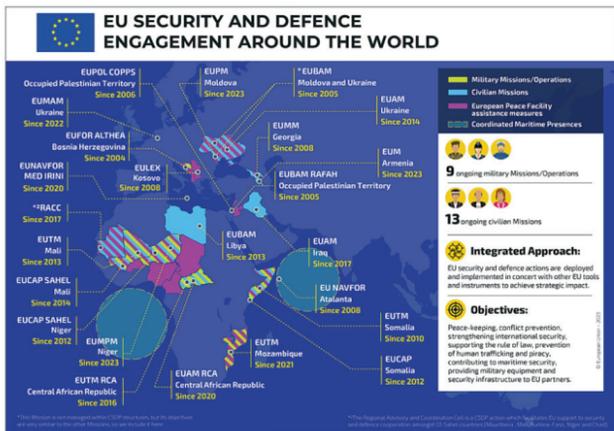
“L'avenir de la défense en Europe et de l'Europe”

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

Le 29 novembre 2023, à l'École royale militaire de Bruxelles, Jean Marsia a tout d'abord rappelé que le 7 février 2023, le président du Comité militaire de l'Union européenne (UE), le général Robert Brieger, y avait donné, devant les plus hautes autorités militaires belges et un public nombreux et international, une conférence sur “L'avenir de la défense en Europe et de l'Europe”. Il avait déclaré que l'armée européenne est un outil nécessaire et qu'il serait intelligent de dépenser mieux et ensemble. Il avait noté que les États membres ont déjà cédé une partie de leur souveraineté à l'UE, mais que les spécifications techniques nationales restent différentes, ce qui nuit à notre efficacité militaire et à l'industrie de la défense. Pour lui, l'abandon de plus de souveraineté par les États membres de l'UE serait bénéfique à long terme.

Après cet exposé, le chef de la défense belge, l'amiral Michel Hofman, m'a suggéré d'inviter le président du Comité politique et de sécurité de l'UE (CoPS), l'ambassadeur Delphine Pronk, à s'exprimer sur le même sujet, mais du point de vue de ce comité.

L'ambassadeur Pronk a commencé par souligner que l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, le raid horrible du Hamas dans le sud d'Israël, le 7 octobre 2023, l'attentat commis à Bruxelles, le 16 octobre 2023, et les violences qui ont lieu au Moyen-Orient depuis deux mois ont remis en évidence l'importance accrue de la défense et de la sécurité. Elle a ensuite rappelé que le CoPS traite de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE, qu'il est responsable de l'orientation stratégique des missions et opérations de la PSDC, qui sont 22 au total, 9 militaires et 13 civiles, présentes dans les Balkans occidentaux, en Ukraine, en Moldavie, en Irak et en Afrique.



Le CoPS suit les développements internationaux, conseille les ministres des Affaires étrangères de l'UE et décide de l'utilisation de la Facilité européenne de soutien à la paix.

L'ambassadeur Pronk a passé en revue la manière dont l'UE a abordé la défense et la sécurité au cours des dernières décennies. Elle a cité la stratégie européenne de sécurité de 2003, qui affirmait que l'Europe n'avait jamais été aussi prospère, aussi sûre et aussi libre, que la violence de la première moitié du XXe siècle avait fait place à une période de paix et de stabilité sans précédent dans l'histoire de l'Europe. Cette stratégie constatait néanmoins que l'Europe était toujours confrontée à des menaces et à des défis en matière de sécurité et que l'Europe devait être prête à partager la responsabilité de la sécurité mondiale et de la construction d'un monde meilleur.

La stratégie globale de l'UE de 2016 déplorait, après le vote en faveur du Brexit, que la raison d'être, voire l'existence, de l'UE était remise en question, alors que nos citoyens et le monde ont plus que jamais besoin d'une UE forte. Elle affirmait que dans la tourmente géopolitique d'aujourd'hui, il était essentiel que nous continuions à défendre nos valeurs et l'ordre mondial fondé sur des règles, mais aussi que, pour rester un acteur crédible de la paix et de la sécurité en Europe et ailleurs, les Européens devraient investir davantage, et mieux, et ensemble, dans notre sécurité et notre défense. En 2022, le Haut Représentant disait que nous devons nous assurer que nous transformons le réveil géopolitique de l'UE en une position stratégique plus permanente.

L'ambassadeur Pronk a évoqué les principales menaces auxquelles nous sommes confrontés. Les premières sont les menaces hybrides et les menaces militaires. En décembre 2021 déjà, le Conseil européen avait prévenu que toute nouvelle agression militaire contre l'Ukraine aurait des conséquences massives et un coût élevé, y compris des mesures restrictives coordonnées avec les partenaires. Depuis le 24 février 2022,



le soutien de l'UE à l'Ukraine est la priorité absolue. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères est souvent invité aux réunions du Conseil des Affaires étrangères (CAE). Le Conseil européen a rappelé le 27 octobre 2023 que l'UE continuera d'apporter un soutien financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique fort à l'Ukraine et à son peuple, aussi longtemps qu'il le faudra. Le soutien militaire à l'Ukraine depuis le 24 février 2022, qu'il s'agisse des contributions de l'UE ou de celles des États membres, s'élève au 29 novembre 2023 à 25 milliards €, dont 5,6 milliards via la Facilité européenne de soutien à la paix. L'UE passe laborieusement du déstockage à l'approvisionnement en commun. L'aide apportée par l'UE et les États membres à l'Ukraine, y compris pour soutenir les réfugiés et l'aide humanitaire, s'élève à plus de 82,6 milliards €.

Le CoPS a rapidement mis en place la mission d'assistance militaire de l'UE en Ukraine. Si l'objectif initial de cette mission était de former 15.000 soldats ukrainiens, ce sont plus de 30.000 soldats qui ont été formés, le nombre de 40.000 soldats formés devrait être atteint d'ici la fin de l'année 2023. Ces formations s'adressent à des opérateurs de batteries de défense aérienne Patriot, à des démineurs et à des fantassins mécanisés. Ceux-ci apprennent à contrer les attaques de missiles, à effectuer des manœuvres combinées et à mener des reconnaissances.

L'ambassadeur Pronk a observé que tout tourne aujourd'hui autour de la sécurité : l'hybridité croissante des menaces, y compris la cybernétique, la désinformation, la manipulation et l'interférence de l'information étrangère, la militarisation de la nourriture et de l'énergie, la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, la sécurité climatique et le besoin de sécurité humaine. Cela a un coût pour la sécurité et la défense militaires. L'agression russe contre l'Ukraine a révélé que nous avons largement sous-investi dans notre défense.

La deuxième menace est constituée par l'anneau d'instabilité qui entoure l'Europe, du sud jusqu'à l'est, en passant par les Balkans occidentaux. Après avoir donné la priorité à la sécurité et à la défense au Sud, la guerre contre l'Ukraine a poussé l'UE à réévaluer ses efforts de défense. La Facilité européenne de soutien à la paix a commencé en mars 2021 pour soutenir l'Union africaine à hauteur de 600 millions d'euros. 11 de nos 22 missions et opérations sont sur le sol africain. Grâce à la Facilité européenne de soutien à la paix, l'UE a considérablement augmenté son soutien aux forces armées de la Moldavie et de la Géorgie. En 2023, l'UE a lancé deux nouvelles missions de la PSDC en Arménie et en Moldavie en 4 à 5 mois seulement. Elle a facilité le règlement du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'opération militaire EUFOR Althea contribue à la sécurité en Bosnie-Herzégovine et la mission civile EULEX (European Union Rule of Law Mission in Kosovo) fait de même au Kosovo. L'UE continue à aider les Balkans occidentaux à se rapprocher de l'Europe.

L'engagement financier et sur le terrain de la PSDC dans d'autres parties du monde n'a pas diminué depuis le 24 février 2022. Les connaissances et les capacités de l'UE sont très demandées. Cependant, l'UE doit avoir la même cohérence dans ses relations avec l'Afrique que dans celles avec l'Ukraine. C'est pourquoi le CoPS réfléchit à la manière d'adapter son approche au Sahel, de redéfinir les relations avec cette région et de continuer à maintenir l'incidence de la piraterie proche de zéro grâce à l'opération Atalanta. Quant à la mission de formation de l'UE en Somalie, elle entraîne les soldats locaux à neutraliser les engins explosifs improvisés disséminés par l'organisation terroriste Al-Shabaab.

La troisième menace est le danger de prendre des décisions de politique étrangère et de sécurité sans tenir compte des évolutions internes de la société européenne. L'UE est confrontée à des cloisonnements



dans l'ordre mondial multilatéral, qui devient de plus en plus multipolaire. La meilleure réponse devrait être de travailler ensemble, comme le font les militaires et les civils, épaule contre épaule, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Le changement climatique, les migrations, l'intelligence artificielle, le terrorisme ont tous des dimensions externes, avec des réponses politiques à la fois internes et externes. La PSDC doit être au service des deux. La boussole stratégique reconnaît que le changement climatique est un multiplicateur de menaces qui affecte fondamentalement notre sécurité à long terme, car il accroît l'instabilité mondiale et donc le nombre de situations de crise auxquelles l'UE pourrait être amenée à répondre. Les forces armées seront plus souvent sollicitées pour assister les autorités civiles en cas d'inondations ou d'incendies de forêt, tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Les capacités futures devront s'adapter à cet environnement opérationnel changeant, par exemple à une chaleur extrême ou à un niveau marin plus élevé, tout en investissant dans des technologies plus écologiques, tant pour leurs systèmes d'armes que leurs infrastructures.

La quatrième et dernière menace (ou défi) que voit l'ambassadeur Pronk est la réduction des capacités multilatérales à prévenir, contenir et éventuellement résoudre les conflits. À l'expression trompeuse *Global South*, qui met en péril notre capacité à construire des partenariats significatifs, l'ambassadeur Pronk préfère le terme de “majorité mondiale”. Elle estime que le CoPS fait ce qu'il faut, mais elle se demande s'il le fait correctement et avec les bons partenaires. Les deux les plus importants pour l'UE sont l'ONU et l'OTAN. 23 États membres de l'UE sont en outre alliés. Mais depuis août dernier, les BRICS ont dépassé le G7 en termes de PIB. L'UE devrait revoir le multilatéralisme et développer des partenariats sur mesure pour prévenir les menaces et les défis communs. Cinq résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Ukraine ont ainsi pu être adoptées depuis fin février 2022. La résolution sur l'agression de la Russie contre l'Ukraine a été soutenue par 141 États membres de l'ONU, mais l'abstention de 35 États pousse à intensifier les efforts diplomatiques, en particulier vers le monde émergent, y compris sur le plan politique, pour démontrer que la guerre en Ukraine et la rivalité entre l'Occident et la Chine ne détournent pas l'attention des problèmes urgents auxquels ils sont confrontés, tels que la dette, le changement climatique et les effets de la pandémie.

L'ambassadeur Pronk aborde ensuite la PESC et la PSDC, au présent et au futur. La boussole stratégique de l'UE a été adoptée en mars 2022, quelques semaines seulement après l'invasion russe en Ukraine. Elle définit un ensemble ambitieux d'objectifs et d'actions concrètes permettant à l'UE de répondre aux menaces et aux défis et de devenir un acteur de sécurité et de défense plus performant. La capacité de déploiement rapide de l'UE est l'une des initiatives phares de la boussole, qui devrait permettre de déployer rapidement jusqu'à 5.000 soldats pour répondre à des menaces imminentes et réagir à des situations de crise. Les crises récentes en Afghanistan, au Soudan ou au Niger nous ont rappelé l'importance d'un tel instrument, notamment pour l'évacuation des citoyens de l'UE. Un premier exercice impliquant tous les chefs d'état-major de la défense, qui s'est déroulé en Espagne en octobre 2023, a contribué à l'approfondissement de la coopération et au renforcement de l'interopérabilité entre les forces armées de l'UE.

L'UE renforce sa résilience face aux menaces hybrides et aux cyberattaques en mettant à disposition des boîtes à outils pour les menaces hybrides et pour la cyberdiplomatie et en élaborant une politique de l'UE en matière de cyberdéfense. Cela contribue à dissuader les attaques hybrides et les cyberattaques contre l'UE, ses États membres et leurs partenaires, mais aussi à y répondre. La présence maritime de l'UE dans le golfe de Guinée a été élargie au nord-ouest de l'océan Indien. L'état-major de l'UE joue un rôle important dans la coordination des États membres qui y participent.

L'ambassadeur Pronk aborde ensuite l'avenir de la défense en Europe et de l'Europe, car les mesures importantes et concrètes prises ces dernières années

n'empêchent pas de se poser la question de savoir ce que nous devrions faire de plus. Elle estime que nous devons nous concentrer sur nos réponses aux menaces existantes et futures. L'UE doit devenir un acteur encore plus fort sur la scène mondiale. C'est très bureaucratique, mais c'est très précis : l'avenir de la PSDC réside dans notre engagement actif et engagé face à des défis importants, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières. Nous devons faire ce que nous disons. Nous devons promettre et tenir nos promesses. Sur la base de nos valeurs. Et sur la base de nos intérêts.

En matière de défense, nous devons investir davantage, mais aussi investir plus judicieusement, ensemble. Nous devons combler nos lacunes capacitaires, notamment en matière de transport stratégique, de renseignement et de lutte contre les menaces hybrides et les cyberattaques. Cela renforcera l'OTAN, de même que l'amélioration de la mobilité militaire. Nos systèmes d'armes doivent pouvoir traverser nos territoires sans formalités administratives ni buter sur des infrastructures incompatibles. Cela est essentiel pour la mission de formation en Ukraine, mais aussi pour le soutien militaire à l'Ukraine et pour la coopération entre l'UE et l'OTAN. La production industrielle doit être augmentée, pour l'Ukraine et pour nos forces. Le règlement sur le soutien à la production de munitions (Act in Support of Ammunition Production - ASAP), approuvé en juillet 2023, permet à l'industrie de défense de l'UE de produire davantage et plus rapidement des munitions d'artillerie sol-sol. Il accélère la livraison et l'acquisition conjointe.

L'Acte relatif au renforcement de l'industrie européenne de la défense par des acquisitions communes (European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act - EDIRPA) proposé en juillet 2022 a été approuvé en octobre 2023. Il incite les États membres à acquérir en commun les produits de défense les plus critiques et les plus urgents, tout en renforçant l'industrie européenne de la défense. Un budget de 300 millions d'euros a été alloué à l'EDIRPA. À plus long terme, la stratégie industrielle européenne de défense sera très importante pour renforcer notre industrie européenne de défense, ainsi que les capacités militaires des États membres et des pays partenaires, tels que l'Ukraine.

Nous devons également investir davantage dans l'innovation en matière de défense. Le Fonds européen de défense (FED) permettra le développement de chaînes d'approvisionnement européennes. Il finance 100 projets impliquant 700 entreprises. L'Eurodrone ou le système européen de détection avancée des missiles balistiques en sont deux exemples. Les 550 entreprises, dont 39 % sont des PME, qui participent aux 41 projets financés en 2022 sont établies dans 26 États membres ou en Norvège. Le FED donnera un avantage capacitaire à l'UE.

Les ressources humaines sont un souci. Dans toute l'Europe, les forces armées manquent de compétences indispensables. Pourtant, les États membres de l'UE sont prêts à faire le nécessaire. Dans le cadre de la coopération structurée permanente (PESCO), les États membres ont pris des engagements. Par le biais de la boussole stratégique, nos dirigeants et chefs d'État ont signé leur volonté d'agir, de garantir la sécurité, d'investir et d'établir des partenariats pour garantir l'avenir des citoyens de l'UE.

L'ambassadeur Pronk a conclu en soulignant qu'au-delà des décisions politiques et des négociations, les membres du CoPS ont la volonté de pouvoir se coucher en sachant que l'on est en sécurité, que nos enfants sont en sécurité, que l'UE aide les Ukrainiens à continuer à se battre pour leur pays, qu'elle les soutient dans leur lutte pour leur liberté et la nôtre. Le CoPS fait souvent appel aux multiplicateurs stratégiques et à leur vision stratégique pour s'assurer qu'il fait ce qu'il faut. On l'accuse souvent d'être lent, car décider à l'unanimité à 27 prend du temps, et exige de la patience, mais une fois qu'il a pris une position, elle est solide.

L'ambassadeur Pronk a finalement répondu à une dizaine de questions, mais sous le couvert de la Chatham House Rule. Voici ce que j'ai retenu du débat. Les questions ont porté sur la situation de la Moldavie par rapport à l'UE, sur la nécessité pour l'Europe d'être mieux informée, sur l'importance pour l'Europe d'équilibrer ses actions vers l'Est et vers le Sud, sur la défense de nos valeurs et de nos intérêts, sur la chute de l'ambition capacitaire de l'Europe depuis 1999, sur les acquisitions en commun, sur le développement de nouvelles technologies pour la défense, sur les rôles respectifs de l'UE et de l'OTAN, sur le caractère exemplaire de l'opération Atalanta.

Compte tenu de l'objectif de la SED, la mise en place d'une défense européenne dans le cadre d'un État fédéral européen et de l'OTAN, je me dois de mentionner, avec son autorisation, la question posée par un général belge. Évoquant son expérience dans le domaine de la PSDC et sachant que nous travaillons dans le cadre de l'UE et non pas des États-Unis d'Europe, il a dit qu'il manque à l'UE une autorité suprême capable d'agir rapidement, ce qui est difficilement compatible avec une prise de décision à 27.